

4° dans l'ancien alinéa 3 qui devient l'alinéa 4, dans la deuxième phrase, les mots « et, s'il échet, le questionnaire complété durant l'audition » sont remplacés par les mots « et le questionnaire ».

Art. 11. A l'article 17 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 18 août 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et, s'il échet, le questionnaire complété durant l'audition » sont remplacés par les mots « et le questionnaire »;

2° à l'alinéa 3, les mots « et, s'il échet, le questionnaire complété durant l'audition, » sont remplacés par les mots « ou le questionnaire, ».

Art. 12. A l'article 18 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 18 août 2010, les mots « des articles 51/8 ou 51/5 » sont remplacés par les mots « de l'article 51/5 ».

Art. 13. Le chapitre IX du même arrêté, contenant l'article 19, tel que modifié par l'arrêté royal du 18 août 2010, est abrogé.

Art. 14. L'intitulé du chapitre X du même arrêté est remplacé comme suit :

« CHAPITRE X. — Dispositions spécifiques relatives aux demandeurs d'asile qui se trouvent dans un lieu déterminé tel que visé aux articles 74/8 et 74/9 de la loi ou faisant l'objet d'une mesure de sûreté telle que visée à l'article 68 de la loi. »

Art. 15. L'article 20 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 18 août 2010, est réparé comme suit :

« L'audition du demandeur d'asile se trouvant dans un lieu déterminé tel que visé aux articles 74/8 et 74/9 de la loi ou faisant l'objet d'une mesure de sûreté visée à l'article 68 de la loi, est organisée par un agent du service compétent dans les plus brefs délais.

Si cet étranger fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de reconduite dont l'exécution est imminente et introduit une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, l'agent du service compétent peut lui demander de rédiger une déclaration écrite présentant les nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié ou à la protection subsidiaire, ainsi que les raisons pour lesquelles il n'a pas pu produire ces éléments auparavant. Cette déclaration écrite tient alors lieu d'audition. »

Art. 16. Le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Pour la Ministre de la Justice,

J. VANDE LANOTTE

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Mme M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00528]

17 AOÛT 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que la loi du 8 mai 2013 modifiant la même loi, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers et la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 ont étendu la compétence du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Sur la base des articles 57/6/1, 57/6/2 et 57/6/3, le Commissaire général peut décider

4° in het vroegere derde lid dat het vierde lid wordt, worden in de tweede zin de woorden « en, desgevallend, de tijdens het gehoor ingevulde vragenlijst » vervangen door de woorden « en de vragenlijst ».

Art. 11. In artikel 17 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 18 augustus 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en, desgevallend, de tijdens het gehoor ingevulde vragenlijst » vervangen door de woorden « en de vragenlijst »;

2° in het derde lid worden de woorden « en, desgevallend, de tijdens het gehoor ingevulde vragenlijst » vervangen door de woorden « of de vragenlijst ».

Art. 12. In artikel 18 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 18 augustus 2010, worden de woorden « de artikelen 51/8 of 51/5 » vervangen door de woorden « artikel 51/5 ».

Art. 13. Hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, bevattende artikel 19, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 augustus 2010, wordt opgeheven.

Art. 14. Het opschrift van hoofdstuk X van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK X. — Specifieke bepalingen met betrekking tot asielzoekers die zich bevinden in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 en 74/9 van de wet of het voorwerp uitmaken van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68 van de wet. »

Art. 15. Artikel 20 van hetzelfde besluit, opgeheven bij koninklijk besluit van 18 augustus 2010, wordt hersteld als volgt :

« Het gehoor van de asielzoeker die zich bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 en 74/9 van de wet of het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68 van de wet, door een ambtenaar van de bevoegde dienst, heeft binnen de kortst mogelijke tijd plaats.

Indien deze vreemdeling het voorwerp uitmaakt van een verwijderings- of terughoudingsmaatregel waarvan de tenuitvoerlegging imminent is en een volgende asielaanvraag indient in de zin van artikel 51/8 van de wet, dan kan de ambtenaar van de bevoegde dienst aan hem vragen om een schriftelijke verklaring op te stellen omtrent de nieuwe elementen die de kans aanzienlijk groter maken dat hij voor erkenning als vluchteling of voor subsidiaire bescherming in aanmerking komt en de redenen waarom hij deze elementen niet eerder kon aanbrengen. Deze schriftelijke verklaring geldt dan als gehoor. »

Art. 16. De Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 17 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie,

J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Mevr. M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00528]

17 AUGUSTUS 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsook de wet van 8 mei 2013 tot wijziging van dezelfde wet, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn hebben de bevoegdheid van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen

de ne pas prendre en considération la demande d'asile introduite par un ressortissant d'un pays d'origine sûr, ou par un apatride qui avait précédemment sa résidence habituelle dans ce pays; une nouvelle demande d'asile; et la demande d'asile d'un demandeur d'asile qui a déjà obtenu le statut de réfugié dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

L'arrêté qui est soumis à votre signature vise tout d'abord à adapter l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement aux modifications de loi précitées. Le projet d'arrêté donne corps à la volonté du législateur de fixer rapidement le demandeur d'asile sur sa demande d'asile, au moyen d'une procédure diligente et de qualité. Les règles de fonctionnement qu'il faut respecter lors des différentes procédures devant le Commissariat général sont adaptées, de façon à rendre possible le traitement prioritaire et/ou dans un délai plus bref de certaines demandes de protection internationale.

Parallèlement, le présent arrêté tend à préciser un certain nombre de dispositions de l'arrêté royal original et à entériner la pratique actuelle au Commissariat général.

Commentaire article par article

Article 1^{er}

L'article 1^{er} étend le champ d'application des dispositions en matière de procédure devant le Commissariat général au traitement des demandes d'asile sur base des articles 57/6/1 à 57/6/3 inclus et de l'article 57/10 de la loi.

L'article 57/6/1 inséré par la loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers fixe la compétence du Commissariat général de refus de prise en considération d'une demande d'asile introduite par un demandeur d'asile qui est ressortissant d'un pays d'origine sûr ou par un apatride qui avait précédemment sa résidence habituelle dans ce pays, lorsqu'il ne ressort pas clairement de ses déclarations qu'il existe, en ce qui le concerne, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951, tel que déterminée à l'article 48/3, ou des motifs sérieux de croire qu'il court un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4.

L'article 57/6/2 inséré par la loi du 8 mai 2013 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, et la loi organique du 8 juillet 1976 sur les centres publics d'action sociale, étend la compétence du Commissariat général à la prise ou non en considération d'une demande d'asile multiple ou d'une nouvelle demande d'asile.

Enfin, l'article 57/6/3 inséré par la même loi étend la compétence du Commissariat général au refus de prise en considération de la demande d'asile d'un étranger qui a déjà obtenu le statut de réfugié dans un autre Etat membre de l'Union européenne, s'il apparaît que l'intéressé n'apporte pas d'éléments qui démontrent qu'il éprouve dans ce pays une crainte fondée de persécution ou qu'il y court un risque réel d'atteintes graves au sens des articles 48/3 et 48/4 de la loi en question et s'il est à nouveau admis sur le territoire de ce pays.

Tant l'article 52, § 2, 4^o; § 3, 3^o et § 4, 3^o que l'article 57/10 de la loi prévoient la possibilité pour le Commissaire général de décider d'un « refus technique » en cas d'absence du demandeur d'asile à l'audition qui est prévue.

L'article 5 de l'arrêté dispose déjà expressément que les dispositions relatives à la procédure devant le Commissariat général sont d'application dans le cadre du traitement des demandes d'asile sur base de l'article 52.

Il est évident que ces dispositions sont également d'application dans le cadre du traitement des demandes d'asile sur la base de l'article 57/10 de la loi. Ainsi, ce n'est pas seulement dans le rapport au Roi à l'article 18 de l'arrêté de base du 11 juillet 2003, mais aussi dans le rapport au Roi aux articles 9, 10, 11 et 16 de l'arrêté royal du 18 août 2010 modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 (*Moniteur belge* du 3 septembre 2010) qu'il est renvoyé à l'article 57/10 de la loi.

en Staatlozen uitgebreid. Op grond van de artikelen 57/6/1, 57/6/2 en 57/6/3 kan de Commissaris-generaal beslissen om de asielaanvraag ingediend door een onderdaan van een veilig land van herkomst of door een staatloze die voorheen in dat land zijn gewone verblijfplaats had, een hernieuwde asielaanvraag, en de asielaanvraag van een asielzoeker die reeds in een andere lidstaat van de Europese Unie de vluchtelingenstatus heeft bekomen, niet in overweging te nemen.

Het besluit dat u ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt vooreerst het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen aan te passen aan voornoemde wetswijzigingen. Het ontwerpbesluit geeft hierbij gestalte aan de wil van de wetgever om door middel van een vlotte, kwaliteitsvolle procedure de asielzoeker snel duidelijkheid te geven over zijn asielaanvraag. De werkingsregels die bij de diverse procedures voor het Commissariaat-generaal moeten gehanteerd worden, worden aangepast opdat het mogelijk wordt bepaalde verzoeken om internationale bescherming bij voorrang en/of binnen een kortere termijn te behandelen.

Tegelijkertijd strekt dit besluit er toe een aantal bepalingen van het oorspronkelijk koninklijk besluit te verduidelijken en de huidige praktijk op het Commissariaat-generaal te bevestigen.

Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1

Artikel 1 breidt het toepassingsgebied van de bepalingen inzake de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal uit naar de behandeling van de asielaanvragen op grond van de artikelen 57/6/1 tot en met 57/6/3 en artikel 57/10 van de wet.

Artikel 57/6/1 ingevoegd bij de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalt de bevoegdheid van het Commissariaat-generaal tot het niet in overweging nemen van een asielaanvraag ingediend door een asielzoeker die onderdaan is van een veilig land van herkomst of door een staatloze die voorheen in dat land zijn gewone verblijfplaats had, wanneer uit zijn verklaringen niet duidelijk blijkt dat er wat hem betreft een gegronde vrees voor vervolging bestaat in de zin van het internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, zoals bepaald in artikel 48/3 van de wet of dat er zwaarwegende gronden zijn om aan te nemen dat hij een reëel risico loopt op het lijden van ernstige schade, zoals bepaald in artikel 48/4 van de wet.

Artikel 57/6/2 ingevoegd bij de wet van 8 mei 2013 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn breidt de bevoegdheid van het Commissariaat-generaal uit naar het al dan niet in overweging nemen van een meervoudige of hernieuwde asielaanvraag.

Artikel 57/6/3 ingevoegd in dezelfde wet tenslotte breidt de bevoegdheid van de Commissaris-generaal uit naar het niet in overweging nemen van een asielaanvraag van een asielzoeker die reeds in een andere lidstaat van de Europese Unie de vluchtelingenstatus bekomen heeft, indien blijkt dat de persoon in kwestie geen elementen aanbrengt die aantonen dat hij in dit land een gegronde vrees voor vervolging heeft of een reëel risico op ernstige schade loopt in de zin van de artikelen 48/3 en 48/4 van onderhavige wet en indien hij opnieuw tot het grondgebied van dit land wordt toegelaten.

Zowel artikel 52, § 2, 4^o; § 3, 3^o en § 4, 3^o, van de wet als artikel 57/10 van de wet voorzien in de mogelijkheid voor de Commissaris-generaal om een zogenaamde « technische weigering » te nemen bij afwezigheid van de asielzoeker op het geplande gehoor.

Artikel 5 van het besluit bepaalt reeds uitdrukkelijk dat de bepalingen inzake de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal van toepassing zijn in het kader van de behandeling van de asielaanvragen op basis van artikel 52.

Het is duidelijk dat deze bepalingen tevens van toepassing zijn in het kader van de behandeling van de asielaanvragen op basis van artikel 57/10 van de wet. Zo wordt niet alleen in het verslag aan de Koning bij artikel 18 van het basisbesluit van 11 juli 2003, maar ook in het verslag aan de Koning bij de artikelen 9, 10, 11 en 16 van het koninklijk besluit van 18 augustus 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 3 september 2010) uitdrukkelijk verwezen naar artikel 57/10 van de wet.

L'article 5 du même arrêté est modifié, afin qu'il soit clair que les dispositions relatives à la procédure devant le Commissariat général sont également d'application dans le cadre du traitement des demandes d'asile sur base de l'article 57/10 de la loi.

Article 2

L'article 2 prévoit une adaptation de la règle selon laquelle, durant toute la procédure devant le Commissariat général, le demandeur d'asile est convoqué au moins une fois pour être entendu.

Conformément à l'article 57/6/2 de la loi, le Commissaire général peut décider de prendre ou non en considération une nouvelle demande d'asile ou une demande d'asile multiple. L'article 32.3 de la Directive 2005/85/EG prévoit la possibilité d'un examen préalable quant à la question de savoir s'il y a ou non de nouveaux éléments pertinents pour l'issue définitive d'une demande d'asile précédente. Il s'agit essentiellement de la question de savoir s'il existe encore des raisons pertinentes ou manifestes qui, compte tenu des constatations faites dans le cadre du traitement de la demande précédente, justifient un statut de protection internationale. A cet égard, tant l'article 12, alinéa 2, c que l'article 34 alinéa 2 c de la Directive 2005/85/EG disposent que l'instance compétente peut renoncer à une audition individuelle. Il est donc possible que le Commissariat général, sur base des éléments qui doivent être communiqués au Ministre ou à son délégué, conformément à l'article 51/8, deuxième alinéa de la loi, prenne une décision sans entendre individuellement le demandeur d'asile.

Alors que la décision d'entendre individuellement ou non le demandeur d'asile qui introduit une demande multiple ou une nouvelle demande relève de la compétence souveraine du Commissaire général, l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté formule une exception. Le Commissaire général peut considérer qu'il n'est pas nécessaire de procéder à l'audition individuelle du demandeur d'asile, après l'audition de celui-ci à l'Office des étrangers. Le Commissaire général peut renoncer à un entretien personnel quand, sur la base d'un examen individuel du contenu des nouveaux éléments communiqués au Ministre ou à son délégué, conformément aux articles 51/8, deuxième alinéa et 51/10 de la loi, il estime qu'il peut décider de prendre ou non en considération la demande d'asile.

Quand le Commissaire général arrive à la constatation qu'il existe de nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que le demandeur d'asile puisse prétendre à la protection internationale – que ce soit le statut de réfugié ou celui de protection subsidiaire –, la demande doit être prise en considération et examinée d'avantage. Avant de pouvoir prendre une décision « au fond » (décision de reconnaissance du statut de réfugié, d'octroi de protection subsidiaire ou de refus de ces statuts sur la base de l'article 57/6 de la loi), le demandeur d'asile doit être convoqué au moins une fois pour une audition.

Par souci d'exhaustivité, il faut observer que le Commissaire général, sur base de l'article 12, alinéa 2, a de la Directive 2005/85/EG, peut renoncer à une audition individuelle s'il peut prendre une décision positive (décision de reconnaissance du statut de réfugié ou d'octroi du statut de protection subsidiaire) sur base des éléments de preuve disponibles.

Article 3

L'article 3 prévoit une adaptation de l'article 7 du même arrêté. Cet article réitère et complète les différents modes de convocation à une audition, conformément à l'article 51/2 de la loi. Par ailleurs, l'article 7, § 4, du même arrêté stipule qu'il faut qu'il y ait au moins huit jours ouvrables entre l'envoi de la convocation et la date à laquelle l'audition aura lieu. Ce délai est prévu afin de permettre au demandeur d'asile de se préparer à l'audition et, si besoin est, de prendre les dispositions nécessaires pour se rendre à Bruxelles. L'arrêté royal est modifié afin de rendre possible un délai plus bref pour les demandes d'asile dont le législateur attend que le Commissaire général les traite en priorité et/ou dans un délai plus court et ce, par analogie avec ce qui prévaut déjà pour les ressortissants de l'Union européenne (ou d'un Etat partie à un traité d'adhésion à l'Union européenne qui n'est pas encore entré en vigueur) et les demandeurs d'asile qui sont maintenus conformément aux articles 74/5 et 74/6 de la loi.

Dans le chef des étrangers originaires d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 57/6/1 de la loi, l'on présume qu'ils n'ont pas besoin de protection internationale puisqu'ils viennent d'un pays considéré comme sûr, parce que dans ce pays, de manière générale et durable, il n'est pas question de persécution ou d'atteintes graves au sens des articles 48/3 ou 48/4 de la loi. Etant donné cette présomption (réfragable) selon laquelle le pays d'origine est sûr et que, par

Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd, opdat duidelijk is dat de bepalingen inzake de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal ook van toepassing zijn in het kader van de behandeling van de asielaanvragen op basis van artikel 57/10 van de wet.

Artikel 2

Artikel 2 voorziet in een aanpassing van de regel dat de asielzoeker tijdens het geheel van de procedure voor het Commissariaat-generaal minstens eenmaal opgeroepen wordt voor gehoor.

Overeenkomstig artikel 57/6/2 van de wet kan de Commissaris-generaal beslissen om een hernieuwde of meervoudige asielaanvraag al dan niet in overweging te nemen. Artikel 32.3 van Richtlijn 2005/85/EG voorziet in de mogelijkheid van een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de vraag of er nieuwe elementen aanwezig zijn die relevant zijn met betrekking tot de definitieve uitkomst van een voorgaande asielaanvraag. Het betreft in essentie de vraag of er alsnog pertinente of manifeste redenen zijn die, gelet op de in het kader van de behandeling van de eerdere aanvraag gedane vaststellingen, een internationale beschermingsstatus wettigen. In dit verband bepalen zowel artikel 12 lid 2, c als artikel 34 lid 2, c van Richtlijn 2005/85/EG dat de bevoegde instantie kan afzien van een persoonlijk gehoor. Het is dan ook mogelijk dat het Commissariaat-generaal op grond van de elementen die aan de Minister of diens gemachtigde dienen te worden meegedeeld, zoals bepaald in artikel 51/8, tweede lid van de wet een beslissing neemt zonder de asielzoeker persoonlijk te horen.

Daar de beslissing om de asielzoeker, die een meervoudige of hernieuwde asielaanvraag indient, al dan niet persoonlijk te horen tot de soevereine appreciatiebevoegdheid van de Commissaris-generaal behoort, wordt een uitzondering geformuleerd op artikel 6, § 1 van hetzelfde besluit. De Commissaris-generaal kan oordelen dat hij, na het gehoor bij de Dienst Vreemdelingenzaken, geen persoonlijk onderhoud met de asielzoeker noodzakelijk acht. De Commissaris-generaal kan afzien van een persoonlijk gehoor wanneer hij op grond van een individueel en inhoudelijk onderzoek van de nieuwe elementen die aan de Minister of zijn gemachtigde werden meegedeeld zoals bepaald in artikel 51/8, tweede lid en artikel 51/10 van de wet, van oordeel is dat hij een beslissing tot al dan niet in overwegingname van de asielaanvraag kan nemen.

Wanneer de Commissaris-generaal tot de vaststelling komt dat er nieuwe elementen zijn die de kans aanzienlijk vergroten dat de asielzoeker voor internationale bescherming – hetzij de vluchtelingenstatus, hetzij de subsidiaire beschermingsstatus- in aanmerking komt, dient de aanvraag in overweging genomen te worden en verder onderzocht te worden. Alvorens dan een zogenaamde beslissing « ten gronde » (een beslissing tot erkenning van de status van vluchteling of tot toekenning van de subsidiaire bescherming of tot weigering ervan op basis van artikel 57/6 van de wet) te kunnen nemen dient de asielzoeker minstens eenmaal opgeroepen te worden voor een gehoor.

Volledigheidshalve wordt opgemerkt dat de Commissaris-generaal op grond van artikel 12, lid 2, a van de Richtlijn 2005/85/EG kan afzien van een persoonlijk onderhoud indien hij een positieve beslissing (een beslissing tot erkenning van de vluchtelingenstatus of tot toekenning van de subsidiaire beschermingsstatus) kan nemen op basis van het beschikbare bewijs.

Artikel 3

Artikel 3 voorziet in een aanpassing van artikel 7 van hetzelfde besluit. Dit artikel herhaalt en vervolledigt de verschillende wijzen waarop tot gehoor kan opgeroepen worden conform artikel 51/2 van de wet. Daarnaast bepaalt artikel 7, § 4 van hetzelfde besluit dat er minstens acht werkdagen moeten zijn tussen het verzenden van de oproeping en de datum waarop het gehoor zal plaatsvinden. Deze termijn is voorzien om de asielzoeker toe te laten zich voor te bereiden op het gehoor en desnoods de nodige regelingen te treffen om zich naar Brussel te begeven. Het koninklijk besluit wordt gewijzigd opdat een kortere termijn mogelijk is voor de asielaanvragen waarvan de vergever verwacht dat de Commissaris-generaal deze verzoeken bij voorrang en/of binnen een kortere termijn behandelt, dit naar analogie met hetgeen reeds geldt voor de onderdanen van de Europese Unie (of van een Staat die partij is bij een Toetredingsverdrag tot de Europese Unie dat nog niet in werking is getreden) en de asielzoekers die worden vastgehouden overeenkomstig artikel 74/5 en 74/6 van de wet.

Van vreemdelingen die afkomstig zijn uit een veilig land van herkomst in de zin van artikel 57/6/1 van de wet wordt vermoed dat zij geen nood hebben aan internationale bescherming gezien zij afkomstig zijn uit een land dat veilig wordt geacht, omdat er in dit land in het algemeen en op duurzame wijze geen sprake is van vervolging of ernstige schade in de zin van artikel 48/3 of 48/4 van de wet. Gezien dit (weerlegbaar) vermoeden dat het land van herkomst veilig is en dat

conséquent, le besoin de protection internationale n'existe pas, la volonté du législateur est que soit élaborée pour cette catégorie de demandes d'asile une procédure accélérée, spécifique, par laquelle le Commissaire général peut aboutir plus rapidement à une décision définitive et qui aura, dès lors, un effet positif sur le délai de traitement des demandes d'asile provenant de ces pays. L'article 57/6/1, dernier alinéa de la loi stipule de ce fait que les décisions de refus de prise en considération des demandes d'asile introduites par des étrangers venant d'un pays d'origine sûr doivent être prises dans un délai de quinze jours. Comme ces demandes d'asile doivent être traitées en priorité et dans un très bref délai, l'audition doit avoir lieu au moins quarante-huit heures après la notification de la convocation.

Quand un demandeur d'asile introduit une demande multiple ou nouvelle, le législateur attend que le Commissaire général prenne sa décision dans un délai très court. L'article 57/6/2, deuxième alinéa de la loi dispose en effet que la décision du Commissaire général doit être prise dans un délai de huit jours ouvrables après la transmission de la demande d'asile par le Ministre ou son délégué. A l'égard de cet article, l'exposé des motifs précise que l'on attend du Commissaire général qu'il prenne une décision dans un bref délai et ce, tant pour une décision par laquelle la demande d'asile n'est pas prise en considération, que pour une décision « au fond » (décision de reconnaissance du statut de réfugié, d'octroi de protection subsidiaire ou de refus de ces statuts) ou une décision (intermédiaire) par laquelle la demande est prise en considération si la décision au fond ne peut être prise dans un bref délai.

Dans la mesure où le Commissaire général ne renonce pas à l'audition individuelle ou si le Commissaire général souhaite prendre une décision au fond, il est indiqué, compte tenu du bref délai de traitement et de décision prévu par le législateur pour les demandes d'asile multiples ou nouvelles, que l'audition puisse avoir lieu au moins quarante-huit heures après la notification de la convocation.

En ce qui concerne les demandes d'asile introduites par des demandeurs qui se sont déjà vu reconnaître le statut de réfugié dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'on peut également présumer qu'il n'existe pas de besoin de protection internationale en Belgique, précisément parce que le statut de réfugié leur a déjà été reconnu dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Etant donné la présomption (réfragable) selon laquelle le demandeur d'asile bénéficie déjà d'une protection réelle et que, par conséquent, il n'existe pas de besoin de protection à accorder par les instances d'asile belges, le législateur veut que pour la catégorie de demandes d'asile en question une procédure prioritaire soit élaborée, dans le cadre de laquelle le Commissaire général puisse aboutir plus rapidement à une décision définitive. L'article 57/6/3 de la loi stipule que la décision doit être prise dans un délai de quinze jours ouvrables. Comme ces demandes d'asile doivent être traitées en priorité et dans un délai très court, il est indiqué que l'audition puisse avoir lieu au moins quarante-huit heures après la notification de la convocation.

L'article 52/2, § 1^{er}, de la loi stipule que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides décide également, en priorité et dans un délai de deux mois après que le Ministre ou son délégué lui a notifié que la Belgique est responsable du traitement de la demande d'asile, si le statut de réfugié ou de protection subsidiaire doit ou non être reconnu ou octroyé à l'étranger lorsque celui-ci se trouve dans un cas visé à l'article 74/6, § 1^{er} bis, 8° à 15°. Pour les demandeurs d'asile qui sont maintenus conformément aux articles 74/5 et 74/6 de la loi, l'article 7 de l'arrêté en question prévoit un court délai de convocation, d'au moins quarante-huit heures.

L'article 52/2, § 2, de la loi stipule que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides décide, avant toutes les autres affaires et dans un délai de quinze jours après que le Ministre ou son délégué lui a notifié que la Belgique est responsable du traitement de la demande d'asile, si le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire doit ou non être reconnu ou octroyé à l'étranger, lorsque : 1° l'étranger se trouve dans un lieu déterminé visé à l'article 74/8, § 1^{er}, ou fait l'objet d'une mesure de sûreté visée à l'article 68, 2°, l'étranger se trouve dans un établissement pénitentiaire; 3° le Ministre ou son délégué demande au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de traiter en priorité la demande de l'étranger concerné; 4° il y a des indications que l'étranger représente un danger pour l'ordre public ou pour la sûreté nationale.

Comme pour ces catégories d'étrangers il est prévu une procédure dans le cadre de laquelle leurs demandes d'asile doivent être examinées dans un bref délai, par analogie avec ce qui prévaut déjà pour les

er bijgevolg geen nood is aan internationale bescherming is het de wil van de wetgever dat voor deze categorie van asielaanvragen een versnelde, specifieke procedure wordt uitgewerkt waarbij de Commissaris-generaal sneller tot een uiteindelijke beslissing kan komen, en zo een gunstig effect te hebben op de behandelingstermijn van asielaanvragen uit deze landen. Artikel 57/6/1, laatste lid van de wet bepaalt daarom dat de beslissingen tot niet inoverwegingname ten aanzien van asielzoekers afkomstig uit een veilig land van herkomst binnen een termijn van vijftien werkdagen dienen genomen te worden. Daar deze asielaanvragen bij voorrang en binnen zeer korte tijd moeten behandeld worden, dient het gehoor minstens achtenveertig uur na de kennisgeving van de oproeping te kunnen plaatsvinden.

Wanneer een asielzoeker een meervoudige of hernieuwde asielaanvraag indient, verwacht de wetgever dat de Commissaris-generaal zijn beslissing binnen een zeer korte tijd neemt. Artikel 57/6/2, tweede lid van de wet bepaalt immers dat de beslissing van de Commissaris-generaal dient genomen te worden binnen een termijn van acht werkdagen na de overmaking van het asielverzoek door de Minister of diens gemachtigde. De Memorie van Toelichting bij dit artikel verduidelijkt dat van de Commissaris-generaal verwacht wordt dat hij binnen korte tijd een beslissing neemt, en dat zowel voor een beslissing waarmee de asielaanvraag niet in overweging wordt genomen, als voor een zogenaamde beslissing « ten gronde » (een beslissing tot erkenning van de status van vluchteling of tot toekenning van de subsidiaire bescherming of tot weigering ervan) of een (tussen)beslissing waarmee de asielaanvraag in overweging genomen wordt indien de beslissing ten gronde niet binnen korte tijd kan genomen worden.

In zoverre de Commissaris-generaal niet aanziet van een persoonlijk gehoor, of indien de Commissaris-generaal een beslissing ten gronde wenst te nemen, is het, gelet op de korte behandelings- en beslissingstermijn die de wetgever voorziet voor meervoudige of hernieuwde asielaanvragen, aangewezen dat het gehoor minstens achtenveertig uur na de kennisgeving van de oproeping kan plaatsvinden.

Ook wat betreft de asielaanvragen van asielzoekers die reeds in een andere EU-lidstaat de vluchtelingenstatus bekomen hebben, kan worden vermoed dat zij geen nood hebben aan internationale bescherming in België precies omdat hen reeds in een andere EU-lidstaat de vluchtelingenstatus werd toegekend. Gezien het (weerlegbare) vermoeden dat de asielzoeker reeds reële bescherming geniet en er bijgevolg geen nood is aan bescherming verleend door de Belgische asielinstaties, wil de wetgever dat er voor onderhavige categorie van asielaanvragen een voorrangprocedure wordt uitgewerkt waarbij de Commissaris-generaal sneller tot een finale beslissing kan komen. Artikel 57/6/3 van de wet bepaalt dat de beslissing moet getroffen worden binnen een termijn van vijftien werkdagen. Daar deze asielaanvragen bij voorrang en binnen zeer korte tijd moeten behandeld worden, is het aangewezen dat het gehoor kan plaatsvinden minstens achtenveertig uur na de kennisgeving van de oproeping.

Artikel 52/2, § 1 van de wet bepaalt dat de Commissaris-generaal bij voorrang en binnen een termijn van twee maanden nadat de Minister of diens gemachtigde ter kennis heeft gebracht dat België verantwoordelijk is voor de behandeling van het asielverzoek, beslist of de vluchtelingenstatus of de subsidiaire beschermingsstatus al dan niet moet erkend of toegekend worden aan de vreemdeling, indien die zich bevindt in een in artikel 74/6, § 1 bis, 8° tot 15°, bedoeld geval. Voor asielzoekers die worden vastgehouden overeenkomstig de artikelen 74/5 en 74/6 van de wet voorziet artikel 7 van onderhavig besluit reeds in een korte oproepingstermijn van minstens achtenveertig uur.

Artikel 52/2, § 2 van de wet stipuleert dat de Commissaris-generaal bij voorrang en binnen een termijn van vijftien werkdagen nadat de Minister of diens gemachtigde ter kennis heeft gebracht dat België verantwoordelijk is voor de behandeling van het asielverzoek beslist of de vluchtelingenstatus of de subsidiaire beschermingsstatus al dan niet moet erkend of toegekend worden aan de vreemdeling indien : 1° de vreemdeling zich bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in artikel 74/8, § 1 of het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68; 2° de vreemdeling zich bevindt in een strafrechtelijke instelling; 3° de Minister of zijn gemachtigde de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen verzoekt om de aanvraag van de betrokken vreemdeling bij voorrang te behandelen; 4° er aanwijzingen zijn dat de vreemdeling een gevaar vormt voor de openbare orde of de nationale veiligheid.

Daar voor deze categorieën van vreemdelingen een procedure voorzien is waarbij hun asielaanvragen bij voorrang en binnen een korte termijn dienen beoordeeld te worden, dient naar analogie met hetgeen reeds geldt voor de onderdanen van de Europese Unie en de

ressortissants de l'Union européenne et les demandeurs d'asile maintenus conformément aux articles 74/5 et 74/6 de la loi, il faut que l'audition puisse avoir lieu au moins quarante-huit heures après la notification de la convocation.

Pour l'étranger qui tombe sous le coup de l'article 52/2, § 2, 1°, de la loi, l'on signale que l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi renvoie explicitement aux articles 74/5 et 74/6 de la même loi. Pour les demandeurs d'asile qui sont maintenus conformément aux articles 74/5 et 74/6 de la loi, c'est déjà un bref délai de convocation d'au moins quarante-huit heures qui prévaut et ce, conformément à l'article 7, §§ 3 et 4, du même arrêté. Par conséquent, il ne faut adapter l'article 7 du même arrêté que dans le sens où un bref délai de convocation peut également prévaloir dans les autres situations où le législateur prévoit un traitement prioritaire conformément à l'article 52/2 de la loi. Il s'agit ainsi des cas prévus à l'article 52/2, § 2, 2° à 4° inclus, de la loi. La clause d'exclusion contenue dans l'article 7 du même arrêté est donc adaptée de manière telle qu'il prévoit à l'avenir un bref délai de convocation pour tous les étrangers qui tombent sous le coup de l'article 52/2 de la loi.

Article 4

L'article 4 ajoute un nouveau paragraphe à l'article 7 du même arrêté. Au cas où l'étranger se trouve dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8, § 1^{er} et 74/9, §§ 2 et 3, de la loi ou fait l'objet d'une mesure de sûreté visée à l'article 68 de la loi, la décision de prendre ou non en considération la demande d'asile nouvelle ou multiple au sens de l'article 57/6/2 de la loi doit être prise dans les deux jours ouvrables après la transmission de la demande d'asile par le Ministre ou par son délégué. Dès lors, il est raisonnablement prudent que la procédure prioritaire précitée soit encore accélérée et qu'une audition puisse avoir lieu au moins vingt-quatre heures après la notification de la convocation, au lieu d'au moins quarante-huit heures.

Article 5

L'article 5 prévoit l'adaptation de l'article 19 du même arrêté. Cet article règle l'assistance du demandeur d'asile au cours du traitement de la demande au Commissariat général. Dans la plupart des cas, cette assistance est fournie par l'avocat et, dans des cas exceptionnels, par la personne de confiance accompagnant le demandeur d'asile. L'article 19, § 1^{er} dispose que l'avocat ou la personne de confiance peut assister à l'audition. Le paragraphe 2 dispose qu'à la fin de l'audition, l'avocat a la possibilité de formuler oralement des remarques. A cet égard, il est précisé que ni l'avocat, ni la personne de confiance ne peuvent intervenir durant l'audition, dans la mesure où cela peut en troubler la sérénité. En effet, pour le bon déroulement de l'audition, il n'est pas indiqué que l'avocat ou la personne de confiance posent des questions ou formulent des remarques pendant l'audition et, ce faisant, perturbent le demandeur d'asile alors qu'il livre ses déclarations. Par ailleurs, la procédure devant le Commissaire général n'est pas une procédure juridictionnelle, mais une procédure administrative. Les droits de la défense ne sont pas intégralement d'application et il n'existe pas d'obligation à faire tenir un débat contradictoire. En outre, en vertu de l'article 12 du même arrêté, le fonctionnaire doit mener l'audition et veiller à son bon déroulement.

Article 6

L'article 6 prévoit une adaptation de l'article 27 du même arrêté. Cet article stipule que le Commissaire général doit examiner la demande d'asile de façon individuelle, objective et impartiale. A cet effet, il doit notamment tenir compte des documents qui sont déposés par le demandeur d'asile.

Conformément à l'article 8.4. de la Directive 2005/85/EG, les Etats membres peuvent définir les règles qui régissent la traduction des pièces qui sont pertinentes pour le traitement des demandes d'asile. A l'heure actuelle, la législation belge ne comporte pas la moindre disposition qui impose explicitement au demandeur d'asile l'obligation d'accompagner d'une traduction les pièces qu'il introduit à l'appui de sa demande d'asile auprès du Commissariat général. Il n'existe pas non plus de disposition légale qui oblige le Commissaire général à traduire dans la langue de la procédure les documents déposés par le demandeur d'asile établis dans une langue étrangère.

asielzoekers die worden vastgehouden overeenkomstig artikel 74/5 en 74/6 van de wet, het gehoor te kunnen plaatsvinden minstens achtenveertig uur na de kennisgeving van de oproeping.

Voor de vreemdeling die onder artikel 52/2, § 2, 1°, van de wet valt, wordt er op gewezen dat artikel 74/8, § 1 van de wet uitdrukkelijk verwijst naar de artikelen 74/5 en 74/6 van dezelfde wet. Voor de asielzoekers die worden vastgehouden overeenkomstig de artikelen 74/5 en 74/6 van de wet geldt reeds een korte oproepingstermijn van minstens achtenveertig uur, dit conform artikel 7, §§ 3 en 4 van hetzelfde besluit. Bijgevolg dient artikel 7 van hetzelfde besluit slechts in die zin te worden aangepast dat ook voor de overige situaties waarin de wetgever in een prioritaire behandeling voorziet overeenkomstig artikel 52/2 van de wet een korte oproepingstermijn kan gelden. Het betreft aldus nog de gevallen voorzien in artikel 52/2, § 2, 2° tot en met 4° van de wet. De uitzonderingsclausule vervat in artikel 7 van hetzelfde besluit wordt dan ook op zodanige wijze aangepast dat dit voortaan een korte oproepingstermijn voorziet voor alle vreemdelingen die onder artikel 52/2 van de wet vallen.

Artikel 4

Artikel 4 voegt aan artikel 7 van hetzelfde besluit een nieuwe paragraaf toe. In het geval de vreemdeling zich bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8, § 1 en 74/9, §§ 2 en 3 van de wet of het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68 van de wet, moet de beslissing tot al dan niet in overwegingname van de hernieuwde of meervoudige asielaanvraag in de zin van artikel 57/6/2 van de wet getroffen worden binnen de twee werkdagen na overmaking van het asielverzoek door de Minister of diens gemachtigde. Het is daarom redelijk verantwoord dat voornoemde voorrangprocedure bijkomend versneld wordt en dat het gehoor in plaats van minstens achtenveertig uur minstens vierentwintig uur na de kennisgeving van de oproeping kan plaatsvinden.

Artikel 5

Artikel 5 voorziet in een aanpassing van artikel 19 van hetzelfde besluit. Dit artikel regelt de bijstand van de asielzoeker tijdens de behandeling van de aanvraag op het Commissariaat-generaal. Deze bijstand wordt in de meeste gevallen verleend door de advocaat, en in uitzonderlijke gevallen door de vertrouwenspersoon, die de asielzoeker meebrengt. Artikel 19, § 1 bepaalt dat de advocaat of de vertrouwenspersoon het gehoor kan bijwonen. Paragraaf 2 bepaalt dat de advocaat de mogelijkheid heeft op het einde van het gehoor mondelinge opmerkingen te geven. Er wordt hierbij verduidelijkt dat de advocaat of de vertrouwenspersoon tijdens het gehoor niet mag tussenkomen, daar dit de sereniteit van het gehoor kan verstoren. Het is voor een goed verloop van het gehoor immers niet aangewezen dat de advocaat of de vertrouwenspersoon tijdens het gehoor vragen stelt of opmerkingen formuleert en hierdoor de asielzoeker stoort bij het afleggen van zijn verklaringen. Bovendien is de procedure voor de Commissaris-generaal geen juridictionele procedure, maar een administratieve procedure. De rechten van verdediging zijn er niet onverkort van toepassing en er bestaat geen verplichting tot het houden van een tegensprekelijk debat. Daarenboven moet de ambtenaar krachtens artikel 12 van hetzelfde besluit het gehoor leiden en waken over het goede verloop ervan.

Artikel 6

Artikel 6 voorziet in een aanpassing van artikel 22 van hetzelfde besluit. Dit artikel stipuleert dat de asielzoeker zo spoedig mogelijk alle originele stukken, die hij nuttig acht ter ondersteuning van zijn asielrelaas, dient mee te delen aan de Commissaris-generaal.

Overeenkomstig artikel 8.4 van de Richtlijn 2005/85/EG kunnen de lidstaten voorschriften bepalen voor de vertaling van de stukken die relevant zijn voor de behandeling van asielverzoeken. De Belgische wetgeving bevat heden geen enkele bepaling die aan de asielzoeker uitdrukkelijk de verplichting oplegt om de stukken die hij ter staving van zijn asielaanvraag indient bij het Commissariaat-generaal te voorzien van een vertaling. Evenmin bestaat er een wettelijke bepaling die de Commissaris-generaal verplicht om anderstalige stukken die door de asielzoeker worden ingediend, in de taal van de procedure om te zetten.

Conformément à l'article 27 de l'arrêté royal, le Commissariat général doit, certes, évaluer les éléments pertinents de la demande en collaboration avec le demandeur d'asile, mais il ne peut pas en être conclu que le Commissariat général serait tenu de porter assistance au demandeur d'asile dans ses efforts en vue de se voir accorder la protection internationale et de pallier aux lacunes de l'étranger relatives à son argumentation, par exemple, par la traduction dans la langue de la procédure des pièces rédigées dans une langue étrangère et déposées par le demandeur d'asile. Le devoir d'instruction qui pèse sur le Commissaire général se situe dans un rapport proportionnel au devoir de collaboration qui, en matière de charge de la preuve, incombe en principe au demandeur d'asile lui-même. Il appartient au demandeur d'asile d'avancer les différents éléments de son récit et de remettre tous les éléments nécessaires à l'évaluation de la demande d'asile. Il peut donc être attendu, en principe, de chaque demandeur d'asile qu'il fasse traduire les documents qu'il dépose et qui sont établis dans une langue étrangère (RvS n° 170 802 du 4 mai 2007).

Dans les faits, les pièces déposées par le demandeur d'asile sont traduites par les services du Commissariat général. Pourtant, aucune règle de droit ne contraint le Commissaire général à assister le demandeur d'asile dans ses efforts en vue d'obtenir le statut de réfugié et à combler les lacunes dans l'argumentation de l'étranger (RvS, n° 164.792 du 16 novembre 2006). Le Commissaire général n'est donc pas tenu de transcrire vers la langue de la procédure les pièces introduites par le demandeur d'asile et qui sont rédigées dans une autre langue. Néanmoins, le Conseil du contentieux des étrangers a déjà annulé des décisions du Commissariat général parce que les documents déposés par le demandeur d'asile n'étaient pas (intégralement) traduits.

La traduction de toutes les pièces déposées par le demandeur d'asile a toutefois une influence non négligeable sur le délai de traitement d'une demande d'asile, alors que la volonté du législateur est de fixer rapidement le demandeur d'asile sur sa demande grâce à une procédure diligente et de qualité. Le législateur impose dès lors au Commissaire général l'obligation de traiter certaines demandes de protection en priorité et/ou dans un bref délai. D'autre part, le principe de précaution requiert seulement du Commissaire général qu'il ne prenne en considération que les informations factuelles pertinentes concernant l'affaire. L'article 22 de l'AR a de ce fait été adapté, de façon à ce que soit confirmé le principe selon lequel le demandeur d'asile doit prévoir une traduction des pièces qu'il dépose. Il est par ailleurs souligné que le Commissaire général n'est pas tenu de traduire, in extenso, chaque pièce déposée par le demandeur d'asile mais qu'il peut se limiter à une traduction (durant ou après l'audition, en présence de l'interprète) des éléments pertinents qu'il estime nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause.

Article 7

L'article 7 modifie l'article 23, § 1^{er} du même arrêté. Cet article prévoit la possibilité pour le Commissariat général de conserver provisoirement les pièces que le demandeur d'asile dépose à l'appui de sa demande d'asile. Après examen de la demande d'asile par le Commissariat général, les originaux des pièces déposées qui ont été conservées sont remis au demandeur d'asile et ce, sur simple demande. L'avocat peut également retirer des pièces relatives à la demande d'asile déposées par lui-même ou par le demandeur d'asile. Cependant, cela n'est possible que si le conseil peut produire l'autorisation écrite de son client.

La présomption contenue dans l'article 440, alinéa 2, du Code judiciaire, selon laquelle l'avocat comparait en tant que fondé de pouvoir de la partie sans qu'il doive faire preuve de la moindre procuracion, n'est pas applicable en l'espèce. Cette présomption légale réfragable ne prévaut que quand l'avocat comparait devant une juridiction en tant que défenseur de son client dans le cadre d'un procès. Quand, au nom de son client, le conseil demande la restitution des pièces déposées par l'étranger, l'avocat intervient en tant que mandataire, conformément au droit commun. Il doit donc, au moyen d'un acte clair et spécifique, apporter la preuve qu'il a été expressément mandaté par son client pour prendre possession des pièces originales que l'étranger a déposées.

Overeenkomstig artikel 27 van het koninklijk besluit dient de Commissaris-generaal weliswaar de relevante elementen van het verzoek in samenwerking met de verzoeker te beoordelen, maar hieruit kan niet afgeleid worden dat de Commissariaat-generaal verplicht is de asielzoeker bij te staan in zijn inspanningen om internationale bescherming te bekomen en de lacunes in de bewijsvoering van de vreemdeling zelf op te vullen, door bv. anderstalige geschreven stukken die door de asielzoeker worden ingediend, in de taal van de procedure om te zetten. De onderzoeksplicht in hoofde van de Commissaris-generaal staat in een evenredige verhouding met de medewerkingsplicht die in het kader van de bewijsvoering op de asielzoeker rust, en de bewijslast inzake de gegrondheid van een asielaanvraag rust in beginsel op de asielzoeker zelf. Het is aan de asielzoeker om de verschillende elementen van zijn relaas toe te lichten en alle nodige elementen voor de beoordeling van de asielaanvraag aan te reiken. Van elke asielzoeker mag dan ook in beginsel verwacht worden dat hij de door neergelegde stukken, opgesteld in een vreemde taal, laat vertalen (RvS nr. 170 802 van 4 mei 2007).

In de praktijk worden de stukken die door de asielzoeker worden voorgelegd door de diensten van het Commissariaat-generaal vertaald. Nochtans is er geen enkele rechtsregel die de Commissaris-generaal verplicht om de asielzoeker bij te staan in zijn inspanningen om het statuut van vluchteling te bekomen en de lacunes in de bewijsvoering van de vreemdeling zelf op te vullen (RvS, nr. 164.792 van 16 november 2006). De Commissaris-generaal is dan ook niet verplicht om anderstalige geschreven stukken die door de asielzoeker worden ingediend, in de taal van de procedure om te zetten. Niettemin heeft de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in het verleden reeds beslissingen van het Commissariaat-generaal vernietigd, omdat de door de asielzoeker neergelegde stukken niet (integraal) werden vertaald.

De vertaling van alle door de asielzoeker neergelegde stukken heeft echter een niet te onderschatten invloed op de behandelingstermijn van een asielverzoek, terwijl het de wil van de wetgever is om door middel van een vlotte, kwaliteitsvolle procedure de asielzoeker snel duidelijkheid te geven over zijn asielaanvraag. De wetgever legt daarom aan de Commissaris-generaal de verplichting op om bepaalde verzoeken om internationale bescherming bij voorrang en/of binnen korte termijn te behandelen. Bovendien vereist het zorgvuldigheidsbeginsel slechts dat de Commissaris-generaal zijn beslissing neemt met inachtneming van alle relevante feitelijke gegevens van de zaak. Artikel 22 van het KB wordt daarom aangepast, zodat het principe dat de asielzoeker dient te voorzien in een vertaling van de door hem neergelegde stukken bevestigd wordt. Voorts wordt benadrukt dat de Commissaris-generaal niet verplicht is om elk door de asielzoeker neergelegd stuk volledig te vertalen, maar dat hij zich kan beperken tot een vertaling (tijdens het gehoor in aanwezigheid van de tolk of nadien) van de relevante elementen die hij noodzakelijk acht om met kennis van zaken een beslissing te nemen.

Artikel 7

Artikel 7 wijzigt artikel 23, § 1 van hetzelfde besluit. Dit artikel voorziet in de mogelijkheid dat het Commissariaat-generaal de stukken die de asielzoeker ter staving van zijn asielaanvraag voorlegt, tijdelijk kan inhouden. De originelen van de ingehouden bewijsstukken worden na onderzoek van de asielaanvraag door het Commissariaat-generaal op eenvoudig verzoek teruggegeven aan de asielzoeker. Ook de advocaat kan de door hem of door de asielzoeker neergelegde stukken met betrekking tot de asielaanvraag ophalen. Dit is evenwel slechts mogelijk indien de raadsman de schriftelijke toelating van zijn cliënt kan voorleggen.

Het vermoeden vervat in artikel 440, tweede lid van het Gerechtelijk Wetboek, meer bepaald dat de advocaat verschijnt als gevolmachtigde van de partij zonder dat hij van enige volmacht moet doen blijken, geldt in casu niet. Dit wettelijk weerlegbaar vermoeden geldt immers enkel wanneer de advocaat voor een rechtscollege verschijnt als de procesvertegenwoordiger van zijn cliënt. Wanneer de raadsman in naam van zijn cliënt de teruggave van de door de vreemdeling neergelegde stavingstukken vraagt, treedt de advocaat op als lasthebber conform het gemeen recht. Hij dient dan ook aan de hand van een duidelijke en bijzondere akte het bewijs te leveren dat hij door zijn cliënt uitdrukkelijk gemachtigd werd om de originele stukken die de vreemdeling heeft neergelegd, in ontvangst te nemen.

Article 8

L'article 8 dispose que le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tel est l'objet du présent projet d'arrêté royal.

Bruxelles, le 17 août 2013.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et les très fidèles serviteurs,

Pour la Ministre de la Justice,
J. VANDE LANOTTE

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration,
Mme M. DE BLOCK

Artikel 8

Artikel 8 bepaalt dat de Minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Dit is het onderwerp van dit ontwerp van koninklijk besluit.

Brussel, 17 augustus 2013.

We hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

Voor de Minister van Justitie,
J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Mevr. M. DE BLOCK

17 AOÛT 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu l'article 57/24, inséré par la loi du 14 juillet 1987, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par la loi du 15 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement, modifié par l'arrêté royal du 18 août 2010;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, rendu le 22 mai 2013.

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 juin 2013.

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 2013 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et du Secrétaire d'Etat à la Politique de Migration et d'Asile,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 5 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement, tel que modifié par l'arrêté royal du 18 août 2010, les mots « l'article 57/6/1, l'article 57/6/2, l'article 57/6/3 et l'article 57/10 » sont insérés entre les mots « l'article 57/6, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o et 5^o » et « de la loi »;

Art. 2. Dans l'article 6 du même arrêté, le paragraphe 2, supprimé par l'article 6 de l'arrêté royal du 18 août 2010, est rétabli comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, dans le cadre du traitement des demandes d'asile sur la base de l'article 57/6/2 de la loi, le Commissaire général peut renoncer à une audition individuelle du demandeur d'asile lorsqu'il estime qu'il peut prendre une décision sur base d'un examen exhaustif des éléments fournis par le demandeur d'asile au Ministre ou à son délégué, en vertu de l'article 51/8 de la loi. »

Art. 3. Dans l'article 7 du même arrêté, les paragraphes 3 et 4, introduits par l'arrêté royal du 18 août 2010, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 3. Si le demandeur d'asile est convoqué à son domicile élu par une lettre recommandée ou par un courrier remis par porteur contre accusé de réception, l'audition doit avoir lieu au moins huit jours ouvrables après la date d'envoi de la convocation à l'audition. Pour le ressortissant de l'Union européenne, ou d'un Etat partie à un traité d'adhésion à l'Union Européenne qui n'est pas encore entré en vigueur, pour le demandeur d'asile originaire d'un pays d'origine sûr tel que fixé par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 57/6/1, quatrième alinéa, de la loi, pour le demandeur d'asile qui a introduit une nouvelle demande d'asile conformément à l'article 51/8 de la loi, pour le demandeur d'asile qui s'est déjà vu reconnaître le statut de réfugié dans un autre

17 AUGUSTUS 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 57/24, lid 1 ingevoegd door de wet van 14 juli 1987, gewijzigd bij de wet van 15 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 augustus 2010;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2013.

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 juni 2013.

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 24 juli 2013 met toepassing van artikel 84, eerste lid 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en de Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 augustus 2010, worden de woorden « artikel 57/6/1, artikel 57/6/2, artikel 57/6/3 en artikel 57/10 » gevoegd tussen de woorden « artikel 57/6, eerste lid, 1^o, 2^o, 3^o en 5^o » en « van de wet »;

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit, wordt paragraaf 2, opgeheven bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 augustus 2010, hersteld als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1 kan de Commissaris-generaal in het kader van de behandeling van asielaanvragen op basis van artikel 57/6/2 van de wet afzien van een persoonlijk onderhoud met de asielzoeker wanneer hij van oordeel is dat hij een beslissing kan nemen op basis van een volledige bestudering van de door de asielzoeker aan de Minister of diens gemachtigde verstrekte elementen, zoals bepaald in artikel 51/8 van de wet. »

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 3 en 4, ingevoegd bij koninklijk besluit van 18 augustus 2010, vervangen als volgt :

« § 3. Indien de asielzoeker wordt opgeroepen op zijn gekozen woonplaats bij een ter post aangetekende zending of per drager tegen ontvangstbewijs, moet het gehoor minstens acht werkdagen na de datum van verzending van de oproeping voor gehoor plaatsvinden. Voor de onderdaan van de Europese Unie, of van een Staat die partij is bij een Toetredingsverdrag tot de Europese Unie dat nog niet in werking is getreden, voor de asielzoeker die afkomstig is uit een veilig land van herkomst zoals vastgesteld in het koninklijk besluit tot uitvoering van het artikel 57/6/1, vierde lid van de wet, voor de asielzoeker die een volgende asielaanvraag overeenkomstig artikel 51/8 van de wet heeft ingediend, voor de asielzoeker die reeds in

Etat membre de l'Union Européenne et pour le demandeur d'asile dont la demande d'asile doit être traitée conformément à l'article 52/2 de la loi, l'audition peut avoir lieu au moins quarante-huit heures après la notification de la convocation. »

« § 4. Si le demandeur d'asile est convoqué au moyen d'une notification à personne, l'audition ne peut avoir lieu avant les huit jours qui suivent la notification. Pour le ressortissant de l'Union Européenne, ou d'un Etat partie à un traité d'adhésion à l'Union Européenne qui n'est pas encore entré en vigueur, pour le demandeur d'asile originaire d'un pays d'origine sûr tel que fixé par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 57/6/1, quatrième alinéa, de la loi; pour le demandeur d'asile qui a introduit une nouvelle demande d'asile conformément à l'article 51/8 de la loi; pour le demandeur d'asile qui s'est déjà vu reconnaître le statut de réfugié dans un autre Etat membre de l'Union européenne et pour le demandeur d'asile dont la demande d'asile doit être traitée conformément à l'article 52/2 de la loi, l'audition peut avoir lieu au moins quarante-huit heures après la notification de la convocation. »

Art. 4. L'article 7 du même arrêté est complété d'un paragraphe 5 :

« § 5. Par dérogation aux §§ 3 et 4, au cas où l'étranger se trouve dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8, § 1^{er} et 74/9, § 2 et 3 de la loi ou fait l'objet d'une mesure de sûreté telle que visée à l'article 68 de la loi, l'audition peut avoir lieu au moins vingt-quatre heures après la notification de la convocation quand la demande d'asile est une nouvelle demande au sens de l'article 51/8 de la loi. »

Art. 5. Dans l'article 19 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'avocat ou la personne de confiance n'intervient pas au cours de l'audition, mais a la possibilité de formuler oralement des observations à la fin de l'audition. »

Art. 6. Il est ajouté un nouvel alinéa à l'article 22 du même arrêté, qui se lit comme suit :

« Le demandeur d'asile qui dépose des documents établis dans une langue étrangère doit faire procéder à leur traduction ou procéder à leur commentaire au cours de l'audition avec l'aide de l'interprète présent. En l'absence d'une telle traduction, le Commissaire général n'est pas tenu de traduire chaque pièce dans son intégralité. Il suffit que le Commissaire général examine les éléments pertinents des pièces déposées pour prendre une décision en connaissance de cause. »

Art. 7. Dans l'article 23, § 1^{er}, deuxième alinéa, du même arrêté, la phrase « Les originaux des pièces justificatives conservées sont restitués au demandeur à l'issue de l'examen de la demande d'asile par le Commissariat général. » est complétée des mots « ou à l'avocat, à condition qu'il produise une procuration écrite émanant du demandeur d'asile ».

Art. 8. Le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Pour la Ministre de la Justice,
J. VANDE LANOTTE

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration,
Mme M. DE BLOCK

een andere lidstaat van de Europese Unie de vluchtelingenstatus bekomen heeft, en voor de asielzoeker van wie de asielaanvraag overeenkomstig artikel 52/2 van de wet dient behandeld te worden, kan het gehoor minstens achtenveertig uur na de kennisgeving van de oproeping plaatsvinden. »

« § 4. Indien de asielzoeker wordt opgeroepen door een kennisgeving aan de persoon zelf, kan het gehoor niet vroeger dan acht dagen volgend op de kennisgeving plaatsvinden. Voor de onderdaan van de Europese Unie of van een Staat die partij is bij een Toetredingsverdrag tot de Europese Unie dat nog niet in werking is getreden, voor de asielzoeker die afkomstig is uit een veilig land van herkomst zoals voorzien in het koninklijk besluit tot uitvoering van het artikel 57/6/1, vierde lid van de wet, voor de asielzoeker die een volgende asielaanvraag overeenkomstig artikel 51/8 van de wet heeft ingediend, voor de asielzoeker die reeds in een andere lidstaat van de Europese Unie de vluchtelingenstatus bekomen heeft, en voor de asielzoeker van wie de asielaanvraag overeenkomstig artikel 52/2 van de wet dient behandeld te worden, kan het gehoor minstens achtenveertig uur na de kennisgeving van de oproeping plaatsvinden. »

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

« § 5. In afwijking van § 3 en § 4 kan, in het geval de vreemdeling zich bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8, § 1 en 74/9, § 2 en 3 van de wet of het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68 van de wet, het gehoor minstens vierentwintig uur na de kennisgeving van de oproeping plaatsvinden wanneer het asielverzoek een volgende asielaanvraag in de zin van artikel 51/8 van de wet betreft. »

Art. 5. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. De advocaat of de vertrouwenspersoon komt niet tussen tijdens het gehoor, maar heeft de mogelijkheid mondelinge opmerkingen te formuleren op het einde van het gehoor. »

Art. 6. Aan artikel 22 van hetzelfde besluit wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend :

« De asielzoeker dient de door hem neergelegde stukken, opgesteld in een vreemde taal, te laten vertalen of zelf toe te lichten tijdens het gehoor via de aanwezige tolk. Bij gebreke aan een dergelijke vertaling is de Commissaris-generaal niet verplicht om elk stuk integraal te vertalen. Het volstaat dat de Commissaris-generaal de relevante elementen van de voorgelegde stukken nagaat om met kennis van zaken een beslissing te nemen. »

Art. 7. In artikel 23, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt de zin « De originelen van de ingehouden bewijsstukken worden na het onderzoek van de asielaanvraag door het Commissariaat-generaal teruggegeven aan de asielzoeker » aangevuld met de woorden « of aan de advocaat, mits voorlegging van een schriftelijke machtiging van de asielzoeker ».

Art. 8. De Minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie,
J. VANDE LANOTTE

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Mevr. M. DE BLOCK